



Tour Exaltis  
61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex

## **ASSOCIATION MAISON DE RETRAITE SAINT-FRANCOIS**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

## **Association Maison de retraite Saint-François**

Route de Réalmont - 81600 Cadalen

SIREN : 777 194 903

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association Saint François,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association maison de retraite Saint-François relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente Administratrice Unique.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Paris La Défense, 5 juin 2024

DocuSigned by:  
**EUSTACHE Jérôme**  
3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé

## **Maison de retraite St François**

55 place de l'Oulmet  
81600 CADALEN

---

### **Comptes Annuels**

Arrêtés au 31 décembre 2023

Exercice du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

***BILAN***

Bilan Actif

	Brut	Amort. & Dépréciations	31/12/2023	31/12/2022
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>10 377</b>	<b>10 377</b>		<b>8</b>
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	10 377	10 377		8
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5 142 819</b>	<b>3 758 629</b>	<b>1 384 190</b>	<b>1 483 465</b>
Terrains	84 191	10 337	73 855	73 855
Constructions	4 014 657	3 035 939	978 718	1 023 399
Installations techniques, matériels et outillage	309 166	221 675	87 491	61 632
Autres immobilisations corporelles	675 994	490 679	185 315	219 821
Immobilisations corporelles en cours	58 811		58 811	104 759
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>25 833</b>		<b>25 833</b>	<b>25 824</b>
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	773		773	764
Prêts	25 060		25 060	25 060
Autres Immobilisations financières				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>5 179 029</b>	<b>3 769 006</b>	<b>1 410 023</b>	<b>1 509 296</b>
<b>Comptes de liaison</b>				
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commande</b>				
<b>Créances</b>	<b>205 357</b>	<b>20 941</b>	<b>184 416</b>	<b>155 065</b>
Créances usagers et comptes rattachés	123 310	20 941	102 369	125 189
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	82 047		82 047	29 876
<b>Valeurs mobilières de placement et Instruments de Trésor.</b>				
<b>Disponibilités</b>	<b>1 507 753</b>		<b>1 507 753</b>	<b>1 177 751</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>731</b>		<b>731</b>	<b>3 060</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 713 841</b>	<b>20 941</b>	<b>1 692 900</b>	<b>1 335 876</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 892 870</b>	<b>3 789 947</b>	<b>3 102 923</b>	<b>2 845 172</b>



Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
- Fonds Propres statutaires		
- Fonds Propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
- Fonds Propres statutaires		
- Fonds Propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>	<b>241 012</b>	<b>241 012</b>
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité		
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	241 012	241 012
- Autres réserves		
<b>Report à nouveau</b>	<b>238 252</b>	<b>-24 181</b>
- Reports à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	16 930	210 497
- Autres reports à nouveau	221 322	-234 677
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>226 827</b>	<b>262 432</b>
- Activités en gestion contrôlée	226 827	262 432
- Autres activités	0	0
<b>Situation Nette</b>	<b>706 090</b>	<b>479 263</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	67 508	77 839
Provisions réglementées	18 000	18 000
Autres fonds propres		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>791 598</b>	<b>575 102</b>
<b>COMPTES DE LIAISON</b>		
<b>FONDS DEDIES OU REPORTEES</b>	<b>455 885</b>	<b>382 495</b>
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	455 885	382 495
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>DETTES</b>	<b>1 855 440</b>	<b>1 887 575</b>
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	1 079 910	1 153 977
Emprunts et dettes financières divers	79 500	69 000
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	6 132	7 632
Dettes des legs ou donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	357 464	219 842
Dettes fiscales et sociales	316 834	323 912
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	393	72 701
Autres dettes	15 208	40 512
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 102 923</b>	<b>2 845 172</b>
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		

# ***Compte de Résultat***

## Compte de résultat (Première partie)

	31/12/2023	31/12/2022
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>4 154 469</b>	<b>4 045 047</b>
Cotisations		40
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>1 792 856</b>	<b>1 641 503</b>
- Ventes de biens		
<i>Ventes de marchandises</i>		
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>		
<i>Ventes de dons en nature</i>		
- Ventes de prestations de service	1 792 856	1 641 503
<i>Travaux et Refacturations de charges locatives</i>		
<i>Prestations de Service</i>		
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	208 159	232 026
<i>Autres prestations de service</i>	1 584 696	1 409 478
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>2 303 511</b>	<b>2 346 702</b>
- Concours publics	2 268 529	2 166 500
<i>Prix de journée / Tarifs Journaliers</i>	427 470	429 562
<i>Dotation Globale de Financement</i>	1 841 059	1 736 938
<i>Autres produits de tarification</i>		
- Subventions d'exploitation	31 458	180 202
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
- Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
- Contributions financières	3 524	
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	6 699	4 507
Utilisation des fonds dédiés	26 916	7 908
Autres produits de gestion courante	24 486	44 387
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>3 806 570</b>	<b>3 735 461</b>
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	4 373	3 886
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	1 168 117	1 147 609
Aides financières		0
Impôts, taxes et versements assimilés	97 406	80 173
Salaires et traitements	1 641 850	1 575 049
Charges sociales	595 886	562 817
Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	188 856	184 464
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations de dépréciations	8 042	8 284
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Reports de fonds dédiés	100 306	172 275
Autres charges d'exploitation	1 734	903
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>347 898</b>	<b>309 586</b>
<b>Quote part de résultat sur opérations faites en commun</b>		
Excédent ou déficit transféré		
Déficit ou excédent transféré		

Entité juridique	Maison de retraite ST FRANCOIS	Période	31/12/2023
Etablissement	095 - Maison de retraite St François	Page	4

## Compte de résultat (Seconde partie)

	31/12/2023	31/12/2022
<b>Produits financiers</b>	<b>3 327</b>	<b>60</b>
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 327	60
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Charges financières</b>	<b>50 601</b>	<b>26 848</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	50 601	26 848
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-47 273</b>	<b>-26 789</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>300 625</b>	<b>282 797</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises de provisions et transferts de charges exceptionnelles		
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>3 855</b>	
Sur opérations de gestion	944	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 911	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-3 855</b>	
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	69 943	20 365
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>226 827</b>	<b>262 432</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>4 157 796</b>	<b>4 045 107</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 930 969</b>	<b>3 782 675</b>
<b>EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<b>Produits</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>Charges</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		

# ***Annexes***

## ANNEXE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	3 102 923 €
- Total des Produits	4 157 796 €
- Résultat de l'exercice – Excédent	226 827 €

L'exercice a une durée de 12 mois et s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels établis par le Conseil d'Administration de l'Association.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
	<b>PRESENTATION DE LA STRUCTURE</b>	X		
	<b>FAITS CARACTERISTIQUES</b>	X		
	<b>EVENEMENTS POST CLOTURE</b>	X		
	<b>CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE</b>	X		
	<b>PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION</b>	X		
	<b>NOTES SUR LE BILAN</b>			
Note 1	Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Etat des créances & dettes	X		
Note 4	Fonds Propres	X		
Note 5	Provisions & Dépréciations	X		
Note 6	Fonds dédiés	X		
Note 7	Charges à Payer	X		
Note 8	Produits à recevoir	X		
Note 9	Bilan Financier	X		
Note 10	Tableau de flux de trésorerie	X		
Note 11	Résultat Effectif Global	X		
Note 12	Charges et produits constatés d'avance	X		
Note 13	Résultat exceptionnel	X		
Note 14	Subventions et Concours Publics	X		
Note 15	Effectif	X		

## **PRESENTATION DE L'ENTITE**

L'Association Maison de Retraite Saint François est une association loi 1901 non reconnue d'utilité publique.

L'association a pour objet :

- L'existence et l'aide en faveur des personnes âgées malades ou handicapées, du canton de Cadalen et des cantons limitrophes ;
- Le maintien dans ces Cantons de ces personnes à domicile, ou en les hébergeant dans une maison d'accueil ;
- La création, la propriété, le fonctionnement, la gestion et le développement d'une maison de retraite ;
- D'une manière générale, toutes les actions permettant le maintien d'une vie sociale dans le Canton de Cadalen.

Afin de réaliser son objet, l'association se propose de recourir aux moyens d'actions suivants :

- La gestion et le développement d'une maison de retraite et d'accueil des personnes âgées ;
- La préparation de repas notamment pour les personnes âgées à leur domicile ;
- L'emprunt de toutes sommes nécessaires au fonctionnement de la maison de retraite ;
- Le partenariat avec d'autres organismes poursuivant des buts identiques, similaires et/ou complémentaires.

Elle gère un EHPAD proposant 81 places d'hébergement permanent et 1 place d'hébergements temporaires.

L'autorisation ou le renouvellement de l'exploitation date du 03/01/2017.

## **FAITS CARACTERISTIQUES**

### **Aide gouvernementale de limitation de la hausse de l'Energie**

L'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre de l'électricité.

Le montant constaté dans les comptes 2023 permet de réduire les charges de 59 ke, dont 24 ke constatés en avoir à recevoir à la clôture avec un versement attendu fin 1S24.

### **CPOM**

Dans le cadre de la réforme de la contractualisation et de la tarification des établissements et service médico-sociaux prévus par les lois n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, il a été acté, entre-autre, la généralisation des contrats pluriannuels d'objectifs et moyen (C.P.O.M).

Le diagnostic partagé a été réalisé, les objectifs ont été fixés ainsi le CPOM 2023-2027 a fait l'objet d'une signature le 27 décembre 2023, intégrant les mesures nouvelles suivantes :

- le tarif moyen afférent à l'hébergement peut être modulé par l'organisme gestionnaire pour les résidents ne relevant pas de l'aide sociale, ceci dans le cadre de l'article R.314-182 ;
- chaque année le tarif afférent à l'hébergement se verra revalorisé sur la base du taux fixé par le Président du conseil départemental en ajoutant des mesures nouvelles liées à la mise en œuvre du PPI/PPF validé et annexé au CPOM ;

- l'Ehpad bénéficiera d'un financement complémentaire non pérenne via la dotation soins versée par l'ARS sur l'exercice 2023 à hauteur de 48 ke pour le déploiement d'actions de formation des professionnels et l'acquisition d'équipements et matériels imputables sur la section soins. Ce financement de 48 ke est à déployer sur la durée du CPOM.

## **Centre de Ressources Territorial (CRT)**

Dans le cadre du déploiement de la mission de centre de ressources territorial (CRT) prévue par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été lancé le 16 mars 2023 en Occitanie.

L'Ehpad Saint François s'est porté candidat et a été sélectionné comme lauréat par notification ARS en date du 19 juillet 2023 pour la création d'un CRT en vue d'une mise en œuvre effective le 1er janvier 2026 associé d'une dotation de financement complémentaire à hauteur de 400ke/an. Dans l'intermédiaire des crédits starter sont alloués de 2023 à 2025 (2023 : 22,3 ke puis 44,7 ke pour 2024 et 2026).

Cette mission de CRT vise à permettre aux personnes âgées de vieillir chez elles le plus longtemps possible grâce à un accompagnement renforcé à domicile, lorsque l'accompagnement classique déjà assuré par un service proposant de l'aide ou des soins à domicile n'est plus suffisant. Il s'agit notamment, de développer une alternative à l'entrée en établissement.

Le développement d'une mission de centre de ressources territorial vise à positionner la structure désignée comme un facilitateur du parcours de santé des personnes âgées du territoire résidant à domicile ou dans un autre établissement ainsi qu'aux professionnels en charge de leur accompagnement. L'enrichissement des missions des structures concernées est également conçu comme un levier pour renforcer l'attractivité des métiers et des parcours professionnels dans le champ du grand âge.

Cette mission comporte deux modalités d'intervention qui devront toutes deux être menées conjointement par les centres de ressources territoriaux :

- Volet 1 – Une mission d'appui aux professionnels du territoire : formation des professionnels, appui administratif et logistique, mise à disposition de compétences et ressources gérontologiques, gériatriques et de ressources et équipements spécialisés ou de locaux adaptés ;
- Volet 2 – Une mission d'accompagnement renforcé pour des personnes âgées en perte d'autonomie nécessitant un accompagnement à domicile plus intensif, en alternative à l'EHPAD.

Dans le cadre de ce projet, l'Ehpad Saint François développe un partenariat avec La Fédération des Associations ADMR du Tarn et l'Association DAC 81.

## **Un Tiers-lieu dans mon EHPAD**

Fin 2021, nous avons répondu à un appel à projet « Un tiers lieu dans mon EHPAD », qui a fait l'objet d'un soutien par l'ARS Occitanie (Travaux prévisionnels 187 ke subventionnés à hauteur de 150 ke).

Ce tiers lieu vise à ouvrir l'EHPAD vers l'extérieur à travers la création en son sein de ces nouveaux types d'espaces de rencontres et d'échanges, au travers d'un lieux co-construit avec les résidents, les familles, les équipes, les habitants et voisins et tous les acteurs de la vie sociale locale. Ambitieux et novateur, ce projet de café citoyen et solidaire a pour objectif de redonner vie à un village isolé, en faisant de l'EHPAD le cœur de vie du village. Nous souhaitons proposer un point d'accès numérique, une programmation d'activités de prévention, de bien-être, culturel, un café des aidants.



Sur l'exercice 2023, nous avons obtenu le permis de construire pour réaliser les travaux permettant de construire un local qui accueillera ce tiers lieu et ainsi sommes à présent en mesure de déployer ce projet.

## **EVENEMENTS POST CLOTURE**

### **Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie :**

A la suite des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, les salariés, en arrêt maladie ou accident (professionnel ou non) et accident de trajet, continuent d'acquérir des congés payés, sans limite, pendant ces périodes d'absence.

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit à congés payés pendant un arrêt de maladie et sur la prise de ces congés, issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, parution au JO le 23/04/2024, sont enfin en vigueur mais posent de nombreuses questions pratiques. Ces nouvelles règles entrent en vigueur le 24/04/2024.

Le Directoire Finances s'est tenu le 11 avril 2024 pour examiner les comptes des entités juridiques relevant du périmètre du Groupe SOS.

Compte tenu, notamment, de position claire vis-à-vis des éventuels accords de branche qui pourront venir préciser sa mise en application, d'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2023 de l'Association Maison de Retraite Saint François demeure encore incertaine.

L'Association Maison de Retraite Saint François estime, après l'adoption de la Loi N° 2024-363 du 22 avril 2024, que la sortie de ressource était, à ce stade, encore peu probable ou certaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas provisionner compte tenu du degré d'incertitude.

### **Conflit Ukraine Russie :**

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2024 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

## **CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES**

a) Changement de méthode comptable et de de présentation empêchant la comparaison

Néant.

b) Changement d'estimation comptable

Néant.

## PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

### 1. PRINCIPES COMPTABLES

- a) Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément au règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2016-07 du 4-11-2016 de l'Autorité des normes et dans le respect du principe de prudence, de la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, de l'indépendance des exercices, et la continuité de l'exploitation.
- b) Il a été fait application des dispositions particulières résultant :
- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1<sup>er</sup> du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.
  - Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
  - Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
  - De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
  - De l'instruction n° D.G.A.S./SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
  - De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
  - De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- c) Principes comptables sectoriels

#### **Participation liée à l'effort construction**

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie. La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge d'impôt liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En outre, une reprise de la provision réglementée sera engagée lors de chaque remboursement effectué par l'organisme collecteur agréé au sein des différents établissements et services concernés.

L'Association se situant en dessous des seuils obligatoires, à ce titre, sur l'exercice, il n'a pas été constaté de participation liée à l'effort construction.

## **2. LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES ONT ETE LES SUIVANTES :**

### **a) Immobilisations :**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

**Les amortissements** ont été pratiqués suivant le mode linéaire sur la valeur d'acquisition des biens. Cette méthode a été jugée opportune sans qu'il soit nécessaire de retenir une valeur de cession.

Les amortissements sont calculés en fonction de leur durée normale d'utilisation :

- Concessions, brevets, licences	3 ans
- Construction	10 à 60 ans
- Agencement et aménagement des terrains	10 à 15 ans
- Installations générales	5 à 25 ans
- Véhicules de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	5 à 10 ans
- Matériel services généraux	5 à 10 ans

L'amortissement est pratiqué à compter de la mise en service de l'élément d'actif à amortir selon la règle du prorata temporis.

### **b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### **c) Créances et dettes :**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

### **d) Subventions d'Investissement**

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

### **e) Provisions réglementées**

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

### **e.1) Couverture du Besoin en Fonds de Roulement**

En application de l'article R.314-48 du C.A.S.F., les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

A ce jour l'ensemble des provisions a fait l'objet d'une autorisation préalable par l'autorité de tarification. Ces provisions n'ont pas été mouvementées sur l'exercice.

### **e.2) Renouvellement des immobilisations**

En application de l'article D.314-206 du C.A.S.F., une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

A la clôture, les comptes de l'association présentent une provision pour renouvellement d'immobilisations de 18 000 €.

### **e.3) Réserves des plus-values nettes d'actifs**

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant peuvent être constituées ».

A la clôture, ces provisions s'élèvent à 0 euros.

- Réserve des plus-values nettes d'actif circulant

Un traitement comptable identique est pratiqué pour les plus-values constatées sur les éléments d'actif circulant (valeurs mobilières de placement).

Le détail des provisions réglementées est communiqué en note 5 de l'annexe.

### **f) Provision pour risques et charges :**

Des provisions sont constituées dès lors qu'un risque d'un montant significatif est connu (litige social ou risque de reversement de subventions par exemple).

Le détail des provisions pour risques et charges est communiqué en Note 5.

### g) Provisions pour indemnité de départ en retraite :

Les modalités de calculs de l'évaluation actuarielle ont été les suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation de 3.17%,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'Association,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation),
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 36%.
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au 31 décembre divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite.

L'évaluation des engagements hors bilan évalués pour l'ensemble du personnel présent au 31 décembre 2023 est communiqué en note 3-a ci-après.

### h) Fonds dédiés :

Les fonds dédiés, enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits la quote-part de fonds dédiés sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation financée.

Le détail des fonds dédiés est communiqué en Note 6.

### i) Dettes provisionnées pour congés à payer :

Le montant de la provision pour Congés à Payer est comptabilisé conformément à la réglementation comptable.

## 3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

### a) Engagements hors bilan

#### Engagements de retraite

La part des engagements de retraite non comptabilisée à la clôture s'élève à 222 984 € (valeur actuelle). Les modalités d'estimation sont indiquées dans la note 2-h ci-avant de l'annexe.

#### Intérêts restant à courir sur emprunts et dettes financières

Le montant des intérêts restant à dû à la clôture de l'exercice s'élève à 406 176 €. Le détail est communiqué en Note 3.

Répartition des intérêts restants dus	Montant brut	1 an au plus	à plus d'un an moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts participatifs (mis dans les capitaux propres)				
Emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit	406 176	45 600	150 845	209 731
Emprunts et dettes financières divers				
Autres dettes				
<b>TOTAL</b>	<b>406 176</b>	<b>45 600</b>	<b>150 845</b>	<b>209 731</b>

- Engagements donnés aux établissements financiers

Dettes garanties par des suretés réelles données :

Engagements hors bilan donnés	Valeur initiale	Valeur au 31-12
Hypothèque sur des dettes de l'entité	343 750,00	252 225,28
Hypothèque sur des dettes Groupe		-
Hypothèque sur des dettes d'entités Hors Groupe		
Privilège de prêteur de deniers		
<b>Total</b>	<b>343 750,00</b>	<b>252 225,28</b>
Nantissement de fonds de commerce		
Nantissement de parts sociales		
Gage sur véhicule		
Cession escompte de créances		
<b>Total</b>	<b>343 750,00</b>	<b>252 225,28</b>

Dettes garanties par des suretés réelles reçues :

Engagements hors bilan - garanties reçues au profit d'autres entités	Valeur initiale	Valeur au 31-12
Garantie reçue de Mairies		
Caution de Conseils Généraux	1 640 000,00	801 312,83
Caution de sociétés de caution		
Caution Hypothécaire donnée par une entité du groupe		-
Caution Solidaire donnée par une entité du groupe		-
Autres à détailler		
<b>Total</b>	<b>1 640 000,00</b>	<b>801 312,83</b>

## b) Volontariat Associatif

Dans le cadre de la loi N° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas fourni car cela reviendrait à donner des informations de caractère individuel.

Le Président Administrateur Unique de l'association est bénévole et n'a pas perçu à ce titre ni rémunération, ni avantages en nature.

## c) Honoraires de Commissariat aux Comptes

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat concernant les honoraires liés à la mission de contrôle légal des comptes sociaux s'élève à 7 882 euros, T.V.A. non récupérable incluse.

## d) Charges liées à l'impôt

La charge constatée au titre de l'exercice s'élève à 69 943 euros.

**Note 1 - Tableau des Immobilisations**

[illegible]

**Note 2 - Tableau des Amortissements des Immobilisations**

	Valeur brute début exercice	Dotations	Diminutions et Reprises	Réévaluation	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement										
Autres immobilisations incorporelles	10 369	8								10 377
Amortissements immobilisations incorporelles	10 369	8								10 377
Terrains	10 337									10 337
Constructions	2 939 936	135 052	-39 049							3 035 939
Installations techniques matériel et outillage	234 472	20 085	-32 882							221 675
Installations générales, aménagements divers	253 981	28 274	-12 719							269 536
Matériel de transport	4 998	1 361								6 359
Matériel de bureau et informatique	9 646	1 304	-1 810							9 140
Mobilier	218 744	2 848	-23 192							198 400
Autres immobilisations corporelles	4 410	2 835								7 244
Amortissements immobilisations corporelles	3 676 522	191 759	-109 652							3 758 629
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	3 686 892	191 767	-109 652							3 769 006

### Note 3 - Etat des Créances et Dettes

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts ( 1 )	25 060		25 060
Autres immobilisations financières			
Clients douteux	20 941	20 941	
Usagers, clients et comptes rattachés	102 369	102 369	
Créances reçues par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel & comptes rattachés	728	728	
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	6	6	
Etat et collectivités publiques	23 949	23 949	
Groupe et associés			
Autres créances	57 364	57 364	
Charges constatées d'avance	731	731	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>231 149</b>	<b>206 089</b>	<b>25 060</b>
( 1 ) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES	Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 079 910	80 674	304 421	694 815
Emprunts et dettes financières divers (2)	79 500	79 500		
Dettes des legs ou donations				
Fournisseurs et comptes rattachés	357 464	357 464		
Personnel & comptes rattachés	91 861	91 861		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	140 208	140 208		
Etat et collectivités publiques	84 765	84 765		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	393	393		
Groupes et associés				
Autres dettes	15 208	15 208		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>1 849 308</b>	<b>850 073</b>	<b>304 421</b>	<b>694 815</b>
(2) Montant :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	74 053			



## Note 4 - Tableau de variation des Fonds Propres

NATURE	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transfert Association ou Mutualisation CPOM	Fusions / Reprises	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Dotation / Augmentation	Reprise / Diminution	Montant fin exercice
<b>Fonds propres</b>									
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>									
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires									
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>									
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires									
<b>Ecart de réévaluation</b>									
<b>Réserves</b>	<b>241 012</b>								<b>241 012</b>
Réserves légales									
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité									
Autres réserves (dont investissement)									
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	241 012								241 012
Investissement	40 268								40 268
Compensation	106 510								106 510
Compensation des charges d'amortissement									
Trésorerie	94 234								94 234
<b>Report à nouveau</b>	<b>-24 181</b>	<b>262 432</b>							<b>238 252</b>
Report à nouveau des ESMS sous contrôle de tiers	210 497	-193 567							16 930
Résultats soumis à approbation des autorités de tarification	220 449	-193 567							26 882
Charges rejetées par l'autorité									
Charges dont la prise en compte est différée	-9 952								-9 952
Autres Reports à nouveau	-234 677	455 999							221 322
Activités des ESMS sous gestion libre	-234 677	455 999							221 322
Autres activités									
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>262 432</b>	<b>-262 432</b>					<b>226 827</b>		<b>226 827</b>
Activités ESMS sous gestion contrôlée	262 432	-262 432					226 827		226 827
Autres activités	0	-0					0		0
<b>Situation nette</b>	<b>479 263</b>	<b>-0</b>					<b>226 827</b>		<b>706 090</b>
Fonds propres consommables									
Subventions	77 839							-10 331	67 508
Provisions réglementées	18 000								18 000
Autres fonds propres									
<b>TOTAL</b>	<b>575 102</b>	<b>-0</b>					<b>226 827</b>	<b>-10 331</b>	<b>791 598</b>

## Note 5 - Provisions & Dépréciations

NATURE DES PROVISIONS	Montant début exercice	Dotation exercice	Reprise exercice utilisée	Reprise exercice non utilisée	Fusions / APA Groupe	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Autres mouvements	Montant fin exercice
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>								
Amortissements dérogatoires								
Prov. réglementées pour renouvellement des immos	18 000							18 000
Prov. s/ différence de réalisation - actifs immo								
Provision liée à l'Effort de Construction								
Provision pour couverture de BFR								
Prov. s/ différence de réalisation - actifs circulants								
Autres provisions réglementées								
<b>TOTAL</b>	<b>18 000</b>							<b>18 000</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>								
Provisions pour litiges salariaux								
Provisions pour risques								
Provisions pour charges								
Provisions pour grosses réparations								
Provisions pour départ à la retraite								
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET								
Provisions pour fermeture & restructuration								
Autres provisions pour risques et charges								
<b>TOTAL</b>								
<b>DEPRECIATIONS</b>								
Sur immobilisations :								
- incorporelles								
- corporelles								
- financières								
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients	16 942	8 042		-4 043				20 941
Autres dépréciations								
<b>TOTAL</b>	<b>16 942</b>	<b>8 042</b>		<b>-4 043</b>				<b>20 941</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34 942</b>	<b>8 042</b>		<b>-4 043</b>				<b>38 941</b>
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		8 042		-4 043				
- financières								
- exceptionnelles								
- provision pour impôts								

Entité juridique Maison de retraite ST FRANCOIS  
Etablissement 095 - Maison de retraite St François

Période 31/12/2023  
Page A5

## Note 6 - Fonds Dédiés

Nature	Fonds à engager en début d'exercice A	Reports B	Utilisations		Transferts D	Fusions / APA Groupe E	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe F	Fonds restant à engager en fin d'exercice G=A+B+C+D+E+F	Dont Fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
			Montant Global C	Dont Remboursement					
Immobilisations	39 388				-39 388				
Immobilisations acquises	15 796		-4 898		39 388			50 286	
Travaux non immobilisés									
Extensions de places									
Evaluations externes									
Charges de personnel	155 000							155 000	155 000
Prévention	1 540	4 061	-1 540					4 061	
Dispositifs spécifiques	13 200	70 350	-12 288					71 262	
<b>FD s/ contributions d'ATC</b>	<b>224 924</b>	<b>74 411</b>	<b>-18 725</b>					<b>280 609</b>	<b>155 000</b>
Immobilisations	132 525				-12 525			120 000	
Immobilisations acquises	20 510	25 895	-7 179		12 525			51 751	
Travaux non immobilisés									
Autres (à détailler)									
Autres (à détailler)									
<b>FD s/ subventions</b>	<b>153 035</b>	<b>25 895</b>	<b>-7 179</b>					<b>171 751</b>	
<b>Total</b>	<b>382 495</b>	<b>100 306</b>	<b>-26 916</b>					<b>455 885</b>	<b>156 500</b>

Entité juridique	Maison de retraite ST FRANCOIS
Etablissement	095 - Maison de retraite St François

Période	31/12/2023
Page	A6

### Note 7 - Charges à Payer

Rubriques	Montant Net
<b>Emprunt obligataires</b>	
Emprunts - Intérêts courus	20
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	<b>20</b>
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus	
Comptes courants - Intérêts à payer	
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>	
<b>Fournisseurs d'exploitation - Factures non parvenues</b>	<b>172 469</b>
Dettes provisionnées pour congés à payer, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	84 729
Personnel - autres charges à payer	40 568
Etat - autres charges à payer	8 115
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>133 412</b>
<b>Fournisseurs d'immobilisation - Factures non parvenues</b>	
Clients - avoirs à établir	
Divers - charges à payer	944
<b>Autres dettes</b>	<b>944</b>
<b>TOTAL</b>	<b>306 845</b>

### Note 8 - Produits à recevoir

Rubriques	Montant Net
<b>Créances rattachés à des participations</b>	
<b>Autres immobilisations financières</b>	
<b>Créances usagers et comptes rattachés</b>	
Fournisseurs - RRR à obtenir et avoirs non reçus	24 250
Personnel - produits à recevoir	
Organismes sociaux IJSS	
Etat Produits à recevoir	
Subvention à recevoir	
Comptes courants produits à recevoir	
Divers - produits à recevoir	4 103
<b>Autres créances</b>	<b>28 354</b>
<b>Valeur mobilières de placement</b>	
<b>Placements - Intérêts courus à recevoir</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>28 354</b>

## Note 9 - Bilan Financier

BIENS	N	N-1	N-2	FINANCEMENTS	N	N-1	N-2
<b>Biens stables</b>				<b>Financements stables</b>			
Immobilisations incorporelles brutes	10 377	10 377	10 377	Apports, dotations, réserves et fonds propres			
Immobilisations corporelles brutes				Réserves affectées à l'investissement	40 268	40 268	40 268
- Terrains	73 855	73 855	73 855	Réserve de compensation des charges d'amort.			
- Agencements	10 337	10 337	10 337	Subventions d'investissement	67 508	77 839	97 110
- Constructions	4 014 657	3 963 336	3 950 302	Provisions réglementées	18 000	18 000	18 000
- Installations, matériels et outillages	309 166	296 103	261 580	Provisions réglementées des plus values nettes d'actifs			
- Autres immobilisations corporelles	675 994	711 599	624 848	Fonds dédiés immobilisations	224 062	211 255	61 628
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours	58 811	104 759		Emprunts - dettes financières	1 079 890	1 153 943	1 260 481
Immobilisations en cours - part investissement PPP				Dépôts et cautionnements reçus	79 500	69 000	59 400
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				Amortissements des immobilisations			
Immobilisations financières	25 833	25 824	32 471	- Incorporelles	10 377	10 369	9 101
Amortissement comptables excédentaires différés				- Agencements des terrains	10 337	10 337	10 337
Charges à répartir				- Constructions	3 035 939	2 939 936	2 814 080
Autres				- Installations, matériels et outillages	221 675	234 472	214 302
				- Autres immobilisations corporelles	490 679	491 778	454 608
				Dépréciations des immobilisations			
				Dépenses refusées par l'autorité de tarification			
				Autres	-407 443	-234 677	-331 207
Comptes de liaison investissement				Comptes de liaison investissement			
<b>TOTAL II</b>	<b>5 179 029</b>	<b>5 196 188</b>	<b>4 963 770</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>4 870 790</b>	<b>5 022 519</b>	<b>4 708 107</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NÉGATIF (I-II)</b>	<b>308 239</b>	<b>173 669</b>	<b>255 663</b>	<b>FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)</b>			
<b>Actifs stables d'exploitation</b>				<b>Financements stables d'exploitation</b>			
Reports à nouveau déficitaires			42 528	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR	94 234	94 234	94 234
Résultat déficitaire				Réserves de compensation des déficits	106 510	106 510	106 510
Créances Glissantes				Résultat excédentaire	226 827	262 432	220 449
				Résultat excédentaire sous contrôle de tiers financeurs	655 647	220 449	139 058
				Provisions pour risques et charges			
Autres				Fonds dédiés d'exploitation	231 823	171 240	156 500
				Dépréciation des stocks et créances	20 941	16 942	9 704
				Autres			
<b>TOTAL IV</b>			<b>42 528</b>	<b>TOTAL III</b>	<b>1 335 982</b>	<b>871 807</b>	<b>726 455</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NÉGATIF (III-IV)</b>				<b>FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)</b>	<b>1 335 982</b>	<b>871 807</b>	<b>683 927</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NÉGATIF</b>				<b>FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF</b>	<b>1 027 744</b>	<b>698 138</b>	<b>428 264</b>
<b>Valeurs d'exploitation</b>				<b>Dettes d'exploitation</b>			
Stocks				Avances reçues	6 132	7 632	9 384
Avances et acomptes versés				Fournisseurs d'exploitation	357 464	219 842	222 754
Organismes payeurs, usagers	102 369	125 189	122 365	Dettes fiscales et sociales	316 834	323 912	301 740
Créances diverses d'exploitation	82 047	29 876	13 456	Dettes diverses d'exploitation	1 496		1 055
Créances irrécouvrables en non-valeur	20 941	16 942	9 704	Produits constatés d'avance			
Charges constatées d'avance	731	3 060	6 195	Ressources à reverser à l'aide sociale			
Dépenses pour congés payés	9 952	9 952	9 952	Fonds en dépôt par les résidents	13 711	40 512	29 565
Autres				Autres			
<b>TOTAL VI</b>	<b>216 041</b>	<b>185 019</b>	<b>161 672</b>	<b>TOTAL V</b>	<b>695 637</b>	<b>591 897</b>	<b>564 498</b>
<b>BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)</b>				<b>EXCÉDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)</b>	<b>479 596</b>	<b>406 879</b>	<b>402 826</b>
<b>Liquidités</b>				<b>Financements à court terme</b>			
Valeurs mobilières de placement				Fournisseurs d'immobilisations	393	72 701	1 670
Disponibilités	1 507 753	1 177 751	850 425	Fonds des majeurs protégés			
Régie d'avance				Concours bancaires courants			17 599
				Ligne de trésorerie			
				Intérêts courus non échus	20	33	66
				Autres			
Comptes de liaison trésorerie				Comptes de liaison trésorerie			
<b>TOTAL VIII</b>	<b>1 507 753</b>	<b>1 177 751</b>	<b>850 425</b>	<b>TOTAL VII</b>	<b>413</b>	<b>72 734</b>	<b>19 335</b>
<b>TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)</b>	<b>1 507 340</b>	<b>1 105 016</b>	<b>831 090</b>	<b>TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)</b>			
<b>TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)</b>	<b>6 902 822</b>	<b>6 558 957</b>	<b>6 018 395</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)</b>	<b>6 902 822</b>	<b>6 558 957</b>	<b>6 018 395</b>

## Note 10 - Tableau des Flux de Trésorerie

RUBRIQUES		Total
Trésorerie d'ouverture		1 105 016
Résultat d'exploitation	347 898	
+ Amortissements	188 856	
+ Provisions	4 000	
+ Fonds Dédiés	73 390	
+ Autres	-10 331	
Résultat brut d'exploitation	603 813	
- Charges financières versées	-50 601	
+ Produits financiers reçus	3 327	
- Impôt sur les sociétés	-69 943	
+/- Charges et produits exceptionnels	-944	
+/- Autres		
Capacité d'auto-financement	485 652	
+/- Variations des stocks		
+/- Variation des créances d'exploitation	-31 022	
+/- Variation des dettes d'exploitation	103 740	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	72 718	
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		558 370
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
- Acquisitions d'immobilisations	-92 493	
+ Cessions d'immobilisations		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-92 493
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
+ Augmentations ou diminutions de capital ou apports en numéraire		
+ Subventions d'investissement reçues		
+ Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts	-74 053	
+/- Dépôts de garanties reçus	10 500	
+/- Autres variations	0	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-63 553
+/- Incidence des variations de périmètre		
+/- Incidence des variations de cours des devises		
Trésorerie de clôture		1 507 340

### Note 11 - Tableau de détermination du résultat effectif global

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable sous gestion propre		
Résultat comptable sous gestion contrôlée	226 827	262 432
<b>Résultat comptable</b>	<b>226 827</b>	<b>262 432</b>
Reprise du résultat Antérieur		
<b>Résultat effectif Global</b>	<b>226 827</b>	<b>262 432</b>
dont Résultat effectif sous gestion propre		
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	226 827	262 432

## Note 12 - Charges et Produits Constatés d'Avance

Charges Constatées d'Avance	31/12/2023	31/12/2022
Locations	54	1 877
Maintenance	561	1 060
Documentation	117	123
TOTAL	731	3 060

Produits Constatés d'Avance	31/12/2023	31/12/2022
Subventions		
Financement des activités associatives		
TOTAL		



## Note 13 - Résultat exceptionnel

Résultat Exceptionnel	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Immobilisations financières						
QP de subventions des actifs cédés						
Autres opérations exceptionnelles en capital						
<b>Opérations en capital</b>						
Aux amortissements excep. des immo.		2 911	-2 911			
Aux amortissements dérogatoires						
Aux prov. réglementées						
Aux prov. pour risques et charges except.						
Aux dépréciations exceptionnelles						
<b>Dotations et reprises</b>		<b>2 911</b>	<b>-2 911</b>			
Pénalités et amendes						
Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion		944	-944			
<b>Opérations de gestion</b>		<b>944</b>	<b>-944</b>			
<b>TOTAL</b>		<b>3 855</b>	<b>-3 855</b>			

## Note 14 - Subventions et Concours Publics

	Concours Publics	Subventions d'Exploitation	Subventions d'Investissement
Europe			
Etat			
Etat - Assurance Maladie - ARS	1 542 313	25 895	
Etat - CAF			
Etat - Dirrecte			
Etat - ASP		4 563	
Régions			
Départements	726 216		
Communes, Villes			
Autres Financeurs		1 000	
<b>TOTAL</b>	<b>2 268 529</b>	<b>31 458</b>	

Entité juridique	Maison de retraite ST FRANCOIS
Etablissement	095 - Maison de retraite St François

Période	31/12/2023
Page	A13

### Note n ° 15 - Effectifs

Nombre moyen de salariés	
Direction	1
Administration générale	3
Service Généraux	35
Restauration	0
Socio-éducatif	4
Paramédical	17
Médical	1
Autres Fonctions	0
<b>TOTAL</b>	<b>60</b>